

Antonin Tisseron «Mali, un formidable retour en arrière qui ne pourra pas laisser indemne le Maghreb»

Quelques heures avant les événements de Kati et à Bamako, nous interrogeons Antonin Tisseron, chercheur associé à l'Institut Thomas More en charge de la zone Maghreb-Sahel, sur les conséquences de la rébellion au Nord Mali.

Les *Afriques* : Y-a-t-il un impact sécuritaire à craindre au Maghreb avec le déclenchement de la rébellion touareg au Mali ?

Antonin TISSERON : Oui, et principalement pour les incidences de la rébellion sur l'État malien et la lutte contre les groupes terroristes. À la fin de l'année 2010, le Mali a en effet lancé avec l'aide de bailleurs internationaux un programme ambitieux visant à renforcer la présence de l'État dans le Nord. Quatre mois plus tard, la nomination de Soumeylou Boubèye Maïga au poste de ministre des affaires étrangères en avril 2011 a également renforcé ce sentiment de rupture. Or la rébellion a brutalement stoppé cette dynamique, sans compter ses effets destructeurs sur les forces de sécurité maliennes. De ce point de vue, on assiste à un formidable retour en arrière qui ne pourra pas laisser indemne le Maghreb.

LA : Quelle évaluation faites-vous de la capacité de nuisance d'AQMI dans le Sahel et les États du Maghreb ?

A.T : La capacité de nuisance d'AQMI, mais aussi il ne faut pas l'oublier d'autres groupes comme le Mouvement unicité et jihad en Afrique de l'Ouest, s'est renforcée avec la guerre en Libye et l'acquisition d'armements lourds. L'étui d'un missile anti-aérien a d'ailleurs été retrouvé dans la forêt de Wagadou au Mali. Les dizaines de milliers de réfugiés constituent également autant de recrues



Antonin TISSERON,
chercheur associé
à l'Institut Thomas More
en charge de la zone
Maghreb-Sahel.

(DR)

potentielles pour les groupes terroristes et criminels. Mais le risque demeure aujourd'hui dans un cadre strictement sécuritaire, même si on peut s'inquiéter devant la multiplication de discours religieux radicaux et la mainmise sur une partie du territoire malien par le mouvement islamiste Ançar Dine, dirigé par Iyad Ag Ghali et considéré comme proche d'AQMI.

LA : La presse parle d'une collusion AQMI-MNLA et avec d'autres groupes armés. Pensez-vous de telles alliances probables ?

A.T : Je resterai nuancé concernant cette idée de collusion, qui vise en fait les islamistes armés du mouvement Ançar Dine. En effet, si ces derniers ont très vraisemblablement participé à la prise de la garnison d'Aguelhok en janvier dernier, le bureau politique du MNLA a annoncé prendre ses distances avec le mouvement après qu'Iyad Ag Ghali a rendu public son souhait d'établir la charia sur les territoires sous son contrôle. De même, nombre de dirigeants du MNLA sont farouchement opposés à AQMI et à sa conception de l'islam. Mais en même temps, l'alliance de circonstances entre le MNLA et Ançar Dine montre bien qu'il existe une tension entre un projet politique et un certain réalisme dans les moyens d'y parvenir, et même à l'intérieur du MNLA puisque certains de ses membres ont rejoint Ançar Dine.

Propos recueillis par Adama Wade, Casablanca